

Initiatives et politiques alimentaires territoriales : de nouvelles relations villes-campagnes ?

Coline Perrin, Guillaume Lacquement

DANS **ANNALES DE GÉOGRAPHIE** 2023/1-2 N° 749-750 , PAGES 5 À 13
ÉDITIONS **ARMAND COLIN**

ISSN 0003-4010

ISBN 9782200934590

DOI 10.3917/ag.749.0005

Date de mise en ligne : 06/04/2023

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2023-1-page-5?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2023-1-page-5?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Initiatives et politiques alimentaires territoriales : de nouvelles relations villes-campagnes ?

Territorial food initiatives and policies : new city-countryside relations ?

Coline Perrin

Chargée de recherche, INRAE/UMR Innovation

Guillaume Lacquement

Professeur à l'Université de Perpignan, UMR CNRS ART-Dev, université de Perpignan Via Domitia

Résumé

Ce dossier thématique rend compte d'une partie des débats qui se sont tenus lors des Journées rurales 2021, un colloque international porté par les Commissions de géographie rurale et de géographie du commerce du Comité national français de géographie (CNFG) et par la Commission *Land and Engineering* de l'Union géographique internationale (UGI). Il interroge en quoi les démarches contemporaines de relocalisation ou de reterritorialisation de l'alimentation remodelent les relations villes-campagnes. Les contributions réunies dans ce dossier abordent cette question sous l'angle des initiatives locales et des politiques publiques visant à favoriser des systèmes alimentaires territorialisés. Elles éclairent les processus sociaux et politiques par lesquels les différents acteurs impliqués entreprennent de territorialiser une partie du système alimentaire en instituant des formes localisées de gouvernance. En se focalisant ici sur les Projets alimentaires territoriaux (PAT) et les approvisionnements de restauration collective, l'approche géographique montre que les démarches dédiées à l'alimentation de proximité dépendent des contextes territoriaux dans lesquels se recomposent inégalement les formes de l'action publique locale.

Abstract

This thematic dossier reports on some of the debates that took place during the Journées rurales 2021, an international conference organised by the Rural Geography and Trade Geography Commissions of the French National Geography Committee (CNFG) and the Agriculture and Land Engineering Commission of the International Geographical Union (IGU). It examines how contemporary approaches to the relocalization or reterritorialisation of food are reshaping urban-rural relations. The contributions in this issue address this question from the perspective of local initiatives and public policies aimed at supporting territorialized food systems. They explain the social and political processes by which the different actors involved undertake to territorialise part of the food system by instituting localised forms of governance. By focusing here on Territorial Food Projects and school catering supplies, the geographical approach shows that the initiatives dedicated to local food depend on territorial contexts in which the forms of local public action are unevenly recomposed.

Mots-clés

alimentation, systèmes alimentaires, projets alimentaires territoriaux (PAT), relations villes-campagnes, politiques publiques, gouvernance territoriale

Keywords *food, food systems, territorial food projects, urban-rural relations, public policies, territorial governance*

On constate en France un engouement pour la relocalisation de l'alimentation, que ce soit à travers les circuits courts et/ou de proximité, l'approvisionnement de la restauration collective, l'agriculture urbaine, les indications géographiques ou les marques territoriales. Les citoyens cherchent les produits locaux, ils demandent plus d'informations et de traçabilité sur leur alimentation (Brit, Chiffolleau, 2019). De nombreuses collectivités locales s'engagent dans le déploiement de politiques alimentaires territoriales (Michel, Soulard, 2021). Cette reterritorialisation n'est pas une fin en soi : ce qui se joue, à travers les initiatives associées, c'est la transition des systèmes alimentaires vers des systèmes plus sains, plus durables et plus justes.

1 Quand les sciences sociales rebattent les cartes des relations villes-campagnes par la question alimentaire

Ce dossier rend compte d'une partie des débats qui se sont tenus lors des Journées Rurales 2021¹. Il vise à interroger en quoi ce mouvement de relocalisation ou reterritorialisation de l'alimentation rebat les cartes des relations villes/campagnes.

Les échanges commerciaux ont historiquement structuré les relations villes-campagnes. Parmi eux, les produits alimentaires occupaient une place centrale, les villes combinant des approvisionnements de courtes et longues distances, entretenant souvent des rapports de domination sur les campagnes (Steel, 2008 ; Daviron *et al.*, 2017). La période industrielle a été marquée par une réorganisation des approvisionnements alimentaires (spécialisations régionales, marchés nationaux et exports), stimulant la différenciation régionale des gastronomies (de Planhol, 1988). Depuis un siècle, la figure de la campagne ressource pour la ville a décliné. L'urbanisation, l'industrialisation de l'agriculture et la fin de l'exode rural ont favorisé la déconnexion entre des économies urbaines et alimentaires mondialisées.

Depuis les années 2000, l'enjeu alimentaire a fait son retour en ville, porté notamment par un mouvement citoyen prônant des systèmes agricoles et alimentaires de proximité, en réponse aux crises ayant engendré des situations d'insécurité alimentaire et sanitaire (Morgan, Sonnino, 2010). Les prévisions

1 Plusieurs contributions de ce dossier sont basées sur des communications présentées lors des Journées rurales 2021, un colloque international porté par les commissions de géographie rurale et de géographie du commerce du CNFG (Comité national français de géographie), et la commission AGLE (*Agriculture and Land Engineering*) de l'UGI (Union géographique internationale). Ce colloque a été piloté par l'UMR Innovation de l'INRAE en partenariat avec l'UMR Art-Dev, l'UMR LAGAM, l'École française de Rome et la MSH de Montpellier. Avec 85 communicants et 3 conférenciers, il a réuni des géographes travaillant sur les relations villes-campagnes, analysant la relocalisation alimentaire et les transformations des paysages bâtis ou agricoles qui s'opèrent dans les espaces urbains, périurbains et ruraux, en lien avec le renouvellement des questions alimentaires.

démographiques, les migrations et le changement climatique renforcent cet enjeu alimentaire et imposent un regard prospectif sur les questions de sécurité alimentaire et de résilience des territoires (HLPE, 2017). Ces questions ne concernent pas seulement les grandes métropoles, elles concernent aussi les villes moyennes et petites, les espaces ruraux et périurbains, au Sud comme au Nord. En considérant les relations villes-campagnes comme un champ de questions scientifiques et politiques (Berger, Chaléard, 2017 ; Mathieu, 2017 ; Westlund, 2017), les géographes apportent une contribution originale à cet enjeu alimentaire et nourricier. Ils éclairent les dynamiques de (re)territorialisation des systèmes alimentaires à la fois sous l'angle des processus de qualification des produits, de la relocalisation des relations producteurs-consommateurs, de la modélisation des flux (métabolisme) et des politiques territoriales.

2 Quand les initiatives alimentaires locales font les politiques publiques

Les approches géographiques de l'enjeu alimentaire questionnent les politiques publiques en cours de définition. Au niveau européen, le programme SHERPA (*Sustainable Hub to Engage into Rural Policies with Actors*) développe une démarche de prospective qui vise à préparer l'avenir des zones rurales à l'horizon 2040. La démarche implique des plateformes multi-acteurs, situées dans 20 pays de l'UE, formant une interface entre le monde du politique, de la société et des sciences. Les plateformes ont été sélectionnées en fonction d'initiatives localisées de développement rural. Elles collectent de l'information sur les projets et les actions de développement, suscitent la concertation et l'échange des points de vue au cours des réunions périodiques des plateformes pour réaliser un exercice normé de prospective territoriale. Une phase de diagnostic relève *les défis majeurs* pour préparer une phase de préconisations envisageant des *futurs désirables* et la *gouvernance des transitions*. Cette prospective « par le bas » ou *bottom up* ambitionne de contribuer à la définition des politiques rurales et des stratégies de développement rural des différents niveaux du système territorial (État, régions, collectivités locales) pour la prochaine programmation des politiques d'intervention de l'Union européenne (politique agricole commune et politique de cohésion).

Parmi les deux plateformes sélectionnées en France, le programme a retenu le projet de Plan alimentaire territorial (PAT) du Pays Pyrénées Méditerranée. Le Pays, au sens de la loi d'orientation et d'aménagement durable du territoire de 1999, forme un territoire de projets, localisé en Roussillon, dans la région Occitanie. En situation frontalière avec l'Espagne, il se présente comme un territoire fonctionnel organisé de part et d'autre de la vallée du Tech, depuis le littoral de la côte rocheuse jusqu'aux hautes terres du Vallespir dans la montagne pyrénéenne. Le territoire est excentré et hétérogène, marqué par des contrastes de développement socio-économique qui opposent les communes périurbanisées

du littoral et du piémont aux communes de l'arrière-pays. Dans ce contexte, la structure porte de très nombreuses initiatives de développement local.

Le PAT *Mar i Munt* (mer et montagne) a été sélectionné par l'appel à projets du Plan alimentaire national, inscrit dans le Plan de relance (2020-2022) de l'État. Il concentre *a priori* la plupart des enjeux qui sous-tendent les projets de système alimentaire territorialisé. La relocalisation du système de production et de consommation alimentaires exige tout d'abord d'ajuster l'offre et la demande par une action sur les structures économiques : structurer les filières de production, de transformation et de distribution. Elle suppose ensuite la diffusion de modes alternatifs de valorisation des ressources environnementales, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des sols et la gestion de l'eau. Enfin, elle implique des actions d'éducation alimentaire, d'accès à l'alimentation et de sensibilisation au patrimoine alimentaire, la prise en compte des actions associatives et des initiatives citoyennes comme les jardins partagés. C'est donc le prisme du développement durable qui est mobilisé par le programme SHERPA pour identifier et catégoriser les enjeux multiples du projet de PAT du Pays Pyrénées Méditerranée. Ces enjeux locaux sont alors mis en perspective dans le contexte global contemporain de crise climatique, énergétique et agro-écologique pour considérer le PAT comme un outil de transition territoriale. L'initiative et l'action locales visant la création d'un système alimentaire territorialisé sont examinées par la prospective pour contribuer à concevoir une politique publique de transition agricole et alimentaire. Celle-ci envisage alors de soutenir les initiatives alimentaires localisées qui suscitent l'expérimentation d'alternatives, instituent des formes partenariales de gouvernance et diffusent par des plans d'actions conçus à l'échelle locale les innovations systémiques qui impliquent de nouveaux usages de l'espace ainsi que de nouvelles pratiques de production, de commercialisation, de consommation. Les préconisations ciblent la réorientation des aides agricoles vers les modes de production jugés plus durables, valorisant le travail sur l'exploitation, la qualité des productions et l'agro-écologie. Plus globalement, elles vont dans le sens d'une labellisation de la démarche du PAT, un peu sur le modèle du programme européen LEADER, impliquant des crédits dédiés dans le pilier rural de la PAC, mais aussi un ensemble de règles et de normes institutionnelles régulant l'initiative sans la corseter néanmoins dans le système contractualisé de la gouvernance multi-niveaux.

L'initiative du Pays Pyrénées Méditerranée et son Projet alimentaire territorial *Mar i Munt* font ici en quelque sorte la politique publique dans le sens où la prospective territoriale de l'Union européenne se saisit d'une initiative locale pour concevoir l'infléchissement de la programmation régionale des Fonds européens en réponse aux enjeux contemporains de la crise globale de transition et de ses effets dans les territoires ruraux. Mais dans le même temps, au-delà de l'étude de cas et de la valeur de modèle que lui confère le programme de prospective, la question qui se pose est celle de la manière dont des acteurs locaux se saisissent des dispositifs de politique publique : l'enjeu tout à la fois alimentaire et territorial se situe dans la manière dont ils se mettent en capacité de constituer un réseau

partenarial pour développer des systèmes alimentaires territorialisés dans des contextes géographiques contraints par la moindre densité des acteurs de la chaîne alimentaire et par la dépendance des systèmes productifs aux activités d'aval de transformation et de commercialisation, que les logiques d'économies d'échelle tendent à localiser dans les agglomérations urbaines.

3 Regards géographiques

En quoi l'enjeu alimentaire renouvelle-t-il les lectures géographiques des relations villes-campagnes ? Les contributions de ce dossier thématique abordent cette question sous l'angle des initiatives locales et des politiques publiques visant à favoriser des systèmes alimentaires territorialisés. Elles éclairent les processus par lesquels différents acteurs cherchent à reterritorialiser une partie du système alimentaire.

Les géographes sont directement interpellés par les questions de distance et de proximité sous-jacentes au projet de relocalisation alimentaire. Les travaux analysant les flux de matières et le métabolisme urbain ont ainsi éclairé l'évolution historique des relations des villes à leurs hinterlands ruraux sur le temps long (Billen, 2009). Caractériser l'empreinte spatiale des flux d'approvisionnements alimentaires peut se faire à différentes échelles spatiales et temporelles, de celles du producteur ou du distributeur, aux échelles des initiatives et politiques alimentaires territoriales. Dans la création de circuits courts de collecte, de transformation et de distribution de produits agricoles, la réduction de la distance entre les lieux de production et les lieux de consommation participe au renouvellement des relations villes-campagnes. Cette distance n'est toutefois pas seulement une distance physique, une question de métrique. La réduction souhaitée de la distance des circuits alimentaires est géographique mais aussi de type organisationnel (Praly *et al.*, 2014 ; Torre, 2018). Elle s'oppose à la distanciation à la fois spatiale et relationnelle induite par le système agro-alimentaire industriel globalisé. Les préoccupations récentes de relocalisation de l'alimentation font ainsi émerger des relations inédites entre les acteurs des systèmes alimentaires intervenant à plusieurs échelles et dans plusieurs secteurs. Parallèlement à la multiplication des mouvements citoyens et des initiatives de vente en circuits courts ou de proximité de producteurs ou d'artisans émergent aussi de nouveaux distributeurs spécialisés en produits locaux (Rouget *et al.*, 2015), interrogeant le lien entre les lieux de production et les nouvelles localisations (d')intermédiaires propres aux circuits courts. Dans quelles mesures ces initiatives citoyennes ou privées arrivent-elles à se déployer à des échelles significatives ? Quelles sont leurs spatialités et leurs dynamiques de territorialisation ? Parviennent-elles à organiser l'offre alimentaire de proximité selon une structuration territoriale inter-filière ? Réussissent-elles ou pas à activer des réseaux alimentaires alternatifs, au bénéfice de quelles populations, et moyennant quel soutien public ?

Dans le renouvellement des relations villes-campagnes par l'alimentation de proximité, il y a aussi un enjeu de gouvernance territoriale. Ce dernier renvoie à la manière dont les différents acteurs qui composent la scène locale – agriculteurs, transformateurs, consommateurs, acteurs publics et associatifs –, se coordonnent pour créer un système alimentaire territorialisé plus durable. Or, l'institutionnalisation d'une gouvernance alimentaire territoriale ne se décrète pas (Perrin, Soulard 2014), elle ne va pas de soi, quand il s'agit de définir les territoires de projet et périmètres de l'action publique, de former et de composer les réseaux de coopération entre acteurs, de déterminer la répartition des rôles pour coordonner l'action, construire et mettre en œuvre un projet commun (Lacquement, Chevalier, 2016 ; Lacquement, Quéva, 2016) dédié à l'alimentation de proximité. Cette gouvernance alimentaire est aussi un vecteur de recomposition de l'action publique locale (Maréchal *et al.*, 2018). C'est dans cette optique qu'il convient de replacer la question alimentaire en tant que politique territoriale.

4 Les PAT et la restauration collective, au cœur des nouvelles relations villes-campagnes autour de l'enjeu alimentaire

Ce numéro contribue à ces débats en s'intéressant aux projets alimentaires territoriaux (PAT) et à la relocalisation des approvisionnements de la restauration collective, deux entrées emblématiques de ces nouvelles relations villes-campagnes qui s'établissent autour de l'enjeu alimentaire.

L'article de Claire Néel *et al.* interroge les spécificités et les enjeux de la territorialisation des politiques alimentaires en milieu rural. Il décrit le processus de création de deux projets alimentaires territoriaux (PAT) dans deux pays de la région Occitanie, le Pays Cœur d'Hérault et le Pays Haut-Languedoc Vignobles. L'étude monographique éclaire la manière dont les acteurs locaux se saisissent de cet outil relativement récent des politiques alimentaires territorialisées. La démarche de comparaison montre que les formes de son appropriation diffèrent d'un territoire de projet à l'autre et dessinent des trajectoires d'action publique, infléchies à la fois par les configurations de l'espace rural et par les structures institutionnelles des territoires. L'analyse souligne les effets de densités et de distances qui jouent non seulement sur l'organisation des activités de production, de transport et de commercialisation agri-alimentaires, mais aussi sur la formation des réseaux de coopération entre les différents acteurs impliqués dans les systèmes alimentaires en émergence. L'analyse insiste également sur le rôle des structures institutionnelles des territoires de projet qui déterminent les formes de gouvernance. Dans le cas des deux PAT étudiés, la coordination de l'action publique à l'échelle supra-communale dépend beaucoup de l'implication des élus locaux, inégale en raison des postures politiques divergentes à l'égard des projets, mais aussi souvent freinée par la défense des intérêts communaux. La gouvernance des projets se traduit en conséquence par un archipel d'actions

plutôt que par le système alimentaire territorialisé initialement projeté. C'est donc la structure du Pays et de son échelle d'intervention, dans sa dimension spatiale et institutionnelle, qui est ici interrogée comme espace d'action publique en faveur de l'application des politiques alimentaires territorialisées.

L'échelle intercommunale est-elle plus efficiente ou pertinente pour institutionnaliser une démarche locale de projet alimentaire territorial ? Pour répondre à cette question, la contribution de Baptiste Baujard et de Marc Dedeire examine les formes d'action des intercommunalités du département de l'Hérault en faveur de la création de projets alimentaires territoriaux. Tout d'abord, le travail emprunte à la sociologie rurale le concept d'*agricolité* pour évaluer le potentiel de production agricole local des territoires intercommunaux. Il mesure ensuite le niveau d'implication des institutions intercommunales dans les projets de PAT, susceptible d'*activer* ce potentiel, pour reprendre le terme du courant de l'économie territoriale dans lequel s'inscrit l'analyse. Pour cela, les auteurs utilisent les méthodes quantitatives et les techniques du traitement statistique multivarié. Ils discriminent en particulier des indicateurs de *sensibilité territoriale* qui décrivent la manière dont les communautés de communes mobilisent leurs prérogatives déléguées et instituent des systèmes de gouvernance, plus ou moins efficaces dans le sens où les acteurs institutionnels impliqués se mettent plus ou moins en capacité de piloter l'action publique de développement d'un système alimentaire territorialisé. La démarche aboutit à une typologie des stratégies intercommunales qui distingue les actions de reconquête agricole par les circuits courts, les actions d'éducation à l'alimentation et les actions de mise en réseau. L'échelle d'intervention des intercommunalités ne garantit pas pour autant l'efficacité de l'action publique. La typologie révèle par ailleurs les paradoxes du territoire local quand le potentiel d'*agricolité* n'est pas corrélé à la *sensibilité territoriale* des institutions locales, par exemple dans des communes où les activités agricoles sont diversifiées dans des systèmes arboricoles et maraîchers, mais restent intégrées dans des circuits d'échanges nationaux et internationaux. En d'autres termes, la mise en œuvre d'un PAT dépend moins du potentiel de production agricole que de sa gouvernance et de son système d'action local.

À travers l'analyse de l'approvisionnement des cantines du Cotentin, l'article de Morgane Esnault illustre les difficultés rencontrées dans les tentatives de reconnexion territoriale du système agri-alimentaire. Les résultats issus d'une enquête auprès des gestionnaires et cuisiniers de restaurants scolaires permettent d'éclairer les conditions concrètes de la mise en œuvre des nouvelles directives (notamment de la loi EgAlim), et ainsi de dépasser les déclarations d'intention et les éléments rhétoriques sur les vertus de la proximité qui abondent dans les projets alimentaires territoriaux tout comme dans les orientations nationales. La restauration scolaire n'a pas la souplesse des relations directes entre producteurs et consommateurs. Elle s'appuie sur une chaîne logistique complexe. Pour les gestionnaires et cuisiniers des cantines enquêtés, recourir à des grossistes à service complet spécialisés, souvent situés dans des centres urbains éloignés, apparaît non seulement plus simple, mais parfois même comme la seule option possible,

par exemple pour s'approvisionner en produits issus de l'agriculture biologique, à défaut de filières locales structurées, de fournisseurs à même de respecter les contraintes de prix, de volumes, d'horaires et de maîtrise des marchés publics. Même quand l'offre locale existe, comme pour le poisson, peu de cuisiniers proposent du poisson frais local en raison de nombreuses contraintes logistiques et de transformation. Finalement, le territoire d'étude choisi, le Cotentin, qualifié d'« espace non central » est particulièrement stimulant pour réfléchir à l'enjeu de relocalisation alimentaire au prisme des relations villes-campagnes. L'isolement géographique des cantines, au lieu d'être un avantage par la proximité spatiale avec des producteurs, reste un frein dans l'évolution des approvisionnements. Face à ces contraintes, la ville demeure le lieu d'approvisionnement principal de ces espaces non centraux.

UMR 0951 Innovation
INRAE
2 place Viala
Bât 27
34060 Montpellier Cedex 02
coline.perrin@inrae.fr

UMR 5281 ART-Dev
Université de Perpignan Via Domitia
52 avenue Paul Alduy
66860 Perpignan CEDEX
lacqueme@univ-perp.fr

Bibliographie

- Berger, M., Chaléard, J.-L. (2017). *Villes et campagnes en relations, regards croisés Nord-Sud*, Paris, L'Harmattan, 299 p.
- Billen, G., Barles, S., Garnier, J., Rouillard, J., Benoit, P. (2009), « The food-print of Paris: long-term reconstruction of the nitrogen flows imported into the city from its rural hinterland », *Regional Environmental Change*, 9(1), 13-24.
- Brit A.C., Chiffolleau Y. (2019), *Reterritorialisation de l'alimentation : quelle contribution à la durabilité des systèmes alimentaires ?*, Actes du colloque national INRAE-RMT Alimentation locale, *Reterritorialisation de l'alimentation*, Paris, France, 29 novembre 2019.
- Darrot, C., Pecqueur, B., Marie, M., Bodiguel, L., Saleilles, S., Buyck, J., Noël, J., Maréchal, G., Margetic, C., Guillemain, P., Delfosse, C., Hochedez, C. et Baysse-Lainé, A. (éd.) (2020), *Comprendre les systèmes alimentaires urbains : flux alimentaires, systèmes d'acteurs et formes urbaines*, Rapport de recherche PSDR 4 FRUGAL, 229 p. <https://projetfrugal.fr/wp-content/uploads/2020/11/frugal-livret-recherche-04-ld.pdf>.
- Daviron B., Perrin C., Soulard C.-T. (2017), « Histoire des politiques alimentaires urbaines en Europe, de la ville antique à la ville industrielle », Brand C., Brics N., Conaré D. et al. (éd.), *Construire des politiques alimentaires urbaines : concepts et démarches*, Update Sciences and Technologies, Quae, p. 43-62.
- Lacquement G., Quéva C. (2016), *Innovations sociales et développement des territoires dans les campagnes européennes*, *Noroi*, 241, p. 7-83.

- Lacquement G. Chevalier P. (2016), « Capital territorial et développement des territoires locaux, enjeux théoriques et méthodologiques de la transposition d'un concept de l'*économie territoriale* à l'analyse géographique », *Annales de Géographie*, 5, n° 711, p. 490-518.
- HLPE (2017), *Nutrition and Food Systems*, High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition, FAO, Report, 12. <http://www.fao.org/cfs-hlpe/reports/report-12-elaboration-process/en/>.
- Maréchal G., Noël J., Wallet F. (2018), « Les projets alimentaires territoriaux (PAT) : entre rupture, transition et immobilisme ? », *Pour*, vol. 234-235, n° 2, p. 261-270.
- Mathieu N. (2017), *Les relations Villes Campagnes. Histoire d'une question politique et scientifique*, Paris, L'Harmattan, 240 p.
- Michel, L., Soulard, C.-T. (2021), « Introduction », *Pôle Sud*, vol. 55, n° 2, p. 7-18.
- Morgan, K., Sonnino, R. (2010), « The urban foodscape: world cities and the new food equation ». *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(2), p. 209-224.
- Perrin, C., Soulard, C.-T. (2014), « Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan », *Géocarrefour*, vol. 89, n° 89/1-2, p. 125-134.
- de Planhol X. (1988), *Géographie historique de la France*, Paris, Fayard, 640 p.
- Praly C., Chazoule C., Delfosse C. et Mundler P. (2014), « Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires », *Géographie, économie, société*, 16 (4), p. 455-478.
- Rouget N., Heude J., Pfirsch T., Schmitt G., Lescureux F., Letniowska-Swiat S. (2015) « L'entrée de la grande distribution dans le marché des circuits courts : vers un modèle "hybride" ? » *Pour*, 224 (4), p. 185-194.
- Torre A. (2018), « Développement territorial et relations de proximité », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, (5), p. 1043-1075.
- Steel, C. (2008), *Hungry City: How Food Shapes our Lives*, London, Random House, 400 p..
- Westlund, H. (2017), *Urban-Rural Relations in the Post-Urban World*, London, Routledge, p. 70-81.